

Burundi : Le business des missions humanitaires

La Libre Afrique, 5 octobre 2022 Vingt pour cent 20

% des troupes burundaises sont engagées dans ce type de mission. La crise est aussi passée par là ! Le business est moins juteux mais les autorités burundaises entendent bien continuer à «œlouer» les bras de leurs militaires aux missions de maintien de la paix déployées en Somalie (ATMIS « qui a succédé à la mission Amisom) et en République centrafricaine (Minusca).

Au total, ce sont entre 5

000 et 5

400 militaires burundais qui sont envoyés sur ces deux fronts. Un chiffre qui représente la bagatelle de 20

% des effectifs du pays qui comptent 25

000 hommes. Pour les militaires burundais, même si la situation est dégradée au fil des ans « baisse des budgets, rabaillage des primes et paiement en francs burundais et plus en dollars américains » ces missions ont longtemps été synonymes de «œbelles rentrées» pour les hommes de la troupe qui voyaient leur salaire multiplié parfois par dix. De motiver les militaires à jouer des coudes pour être repris sur la liste des «œsélectionnés». «œvidemment, au Burundi», explique un connaisseur du dossier. Pour être parmi les élus, il faut accepter de «œcher» une partie du salaire «œsélectionneur». Dans ce rôle, le général Prime Niyongabo, chef d'état-major de l'armée burundaise. A 2010, le salaire mensuel était de 1 000 dollars sur lesquels le pouvoir prélevait 200 dollars. Avec 800 dollars, le militaire burundais était un privilégié qui pouvait contracter des prêts, acheter une maison et même, parfois, investir dans des motos-taxis qui leur rapporteraient un complément de salaire. Un million de dollars par mois. Aujourd'hui, le marché est moins lucratif pour les militaires. Le salaire a d'abord été ramené à 800 dollars (œavec le même montant de 200 prélevé par le chef d'état-major», explique un ancien militaire) avant que, sur base d'une décision de la banque burundaise, cette mensualité soit désormais payée en francs burundais, œce qui représente approximativement une de 40 % du revenu», poursuit-il. Pour le premier cercle du pouvoir, l'envoi de ces troupes dans ces missions est doublement bénéfique. D'abord parce que les «œpréférences» sur les salaires représentent minimum un million par mois. Ensuite, parce qu'il garantit une certaine docilité du militaire burundais qui tient à cette rente. Une situation qui a enrichi les généraux et stabilisé leur pouvoir mais qui, aujourd'hui, n'est plus aussi évidente. Les militaires qui ont été plusieurs missions ont vu fondre leurs avantages, tandis que les crédits restent. N'hésitant pas à profiter de toutes les rentrées, le pouvoir burundais se sert aussi sur les montants accordés pour un militaire tombé au front. En 2015, les familles d'un défunt touchaient 50 000 dollars. Le pouvoir a ensuite prélevé 50% de la somme. «œAujourd'hui les familles ne sont pas prévenues de la mort d'un des leurs», explique l'ex-soldat qui raconte comment les militaires versent encore plus facilement dans le marché noir lors de leurs missions pour «œcompenser» la perte de revenus. œ ainsi que des djihadistes sont entrés le 3 mai 2022 dans une caserne en Somalie en se faisant passer pour des acheteurs d'essence au noir. Bilan, entre 60 et 120 morts dans des explosions. Aucun chiffre officiel. Le pouvoir se tait. œ

Hubert Leclercq